

offerte, pendant qu'ils avaient la capacité de payer, au lieu d'attendre de présenter des budgets inflationnistes et de doubler le déficit en quatre ans.

A un moment où un ralentissement économique semble probable, les conservateurs embrayent et ils aggravent la situation. Ils font tout pour garantir une recrudescence du chômage et de l'inflation ainsi qu'une hausse des taux d'intérêt. C'est leur objectif dans le budget qu'ils ont présenté. Je suis plus convaincu que jamais que le gouvernement a raté une belle occasion en 1984, en n'essayant pas de résoudre le problème du déficit. Le gouvernement a manqué son coup en s'attaquant au déficit comme si nous traversions une période de croissance économique alors que nous risquons fort de connaître une période de récession.

M. Robinson: Monsieur le Président, je tiens à dire d'emblée que je suis d'accord avec plusieurs des critiques du député de York-Centre (M. Kaplan). Il est clair que l'attitude adoptée par le gouvernement dans ce budget creusera le fossé entre les riches et les pauvres.

Les banques ont poussé un énorme soupir de soulagement en constatant qu'aucune mesure d'imposition spéciale ne leur était destinée. Nous, les députés de ce côté-ci de la Chambre, nous aurions espéré un régime fiscal plus juste au Canada, un système bien plus progressif.

Je voudrais poser une question à mon collègue le député de York-Centre. Quel est le porte-parole du Parti libéral pour les questions financières et budgétaires? C'est bien sûr, son collègue des banquettes avant, assis à quelques places de lui, le critique libéral en matière de finances, qui a dit ceci: « Pour ma part, je continue à me demander si les allocations familiales, voire les pensions de vieillesse, doivent être universelles, surtout que les déficits fédéraux ont considérablement augmenté. » Il y a deux semaines, le président du Parti libéral a dit ceci: « Nous avons eu un débat sur l'universalité, mais nous ne nous sommes pas demandés si le débat proprement dit était encore opportun. De mon point de vue, il n'est plus question d'universalité car nous n'avons pas suffisamment de ressources. Puisque les plus défavorisés ont des besoins de plus en plus grands, nous devons envisager la redistribution des ressources pour offrir une aide généreuse. »

Je suis d'accord avec cette analyse du budget de mon collègue libéral, mais il convient de se demander qui diable parle au nom du Parti libéral? Est-ce le critique des questions financières qui affirme qu'il faut renoncer à l'universalité dans les allocations familiales et les pensions de vieillesse? Est-ce le critique des questions de justice du Parti libéral? Est-ce le critique des questions

Le budget—M. Kaplan

d'emploi qui dit autre chose? Qui parle au nom du Parti libéral dans les affaires d'universalité et de programmes sociaux? Lorsque les libéraux tiennent un discours devant un groupe et un autre discours devant un autre groupe, pourquoi devrions-nous croire l'un plutôt que l'autre?

M. Kaplan: Monsieur le Président, je me ferai un plaisir de communiquer au député de Burnaby—Kingsway (M. Robinson) le tableau des porte-parole de mon parti pour ces questions.

Je vous lis une déclaration que j'approuve et qui illustre la position du Parti libéral en matière d'universalité. Il s'agit de la déclaration d'un professeur de l'Université Princeton. J'espère que les ministériels écouteront attentivement parce que je les crois sur le point d'abandonner un excellent programme et de renoncer à l'universalité sous couvert d'un engagement indéfectible pour ce principe. Voici cette déclaration:

Nous payons des taxes scolaires non pas seulement pour l'éducation des enfants de certains parents, mais aussi pour l'éducation des prochaines générations de citoyens. Même les adultes sans enfants ont intérêt à assurer la survie de leur société. Nos impôts ne financent pas les programmes de sécurité sociale uniquement pour soutenir les personnes âgées, mais aussi pour sauvegarder un contrat qui se transmet de génération en génération. Ce sont là les structures d'un commonwealth.

Au sujet de l'universalité, il déclare:

Lier le sort des pauvres à celui de la majorité renforce leur sens d'appartenance à la nation. Les pauvres retirent davantage de la vigilance des électeurs de la classe moyenne qu'ils perdent dans l'éparpillement de maigres prestations. Réserver des programmes publics à des groupes restreints favorise l'isolement politique de leurs bénéficiaires: cela nourrit le ressentiment des classes moyennes inférieures exclues et expose les pauvres à des représailles. Les programmes dont les pauvres sont les seuls bénéficiaires peuvent également être visés par des compressions.

Il y a un certain nombre de questions qui me préoccupent relativement au budget. Je m'inquiète, entre autres, des effets dévastateurs que ce budget aura sur les régions ainsi que sur nos programmes universels.

• (1650)

Il n'est pas trop tard pour que le gouvernement modifie son budget, et je le prie instamment de le faire. Il l'a déjà fait dans le passé, c'est-à-dire qu'il a déjà retiré des propositions stupides et injustes contenues dans des budgets qu'il avait présentés. Que le gouvernement reconnaisse les erreurs qu'il a commises dans ce budget et qu'il les corrige.

M. Soetens: Monsieur le Président, j'ai une question à poser au député de York-Centre. Je crois qu'il faisait partie du gouvernement qui a participé, en 1972, à la deuxième razzia foncière en importance au Canada, Mirabel étant la plus importante. Cette razzia foncière a eu lieu dans ma circonscription, et il s'agit évidemment du